



**Débat
Public**
**Projet
Penly 3**

cahier d'acteurs n°12

Penly 3, projet utile
Cinq raisons de l'approuver...

Avant de parler du projet Penly 3 et des choix énergétiques de la France nous croyons utile de situer le débat dans un contexte plus général et d'évoquer la question de l'énergie telle qu'elle se pose au niveau mondial. Nous proposerons donc, en premier lieu, quelques repères sur l'approvisionnement énergétique de la planète, en soulignant l'utile contribution que l'électricité nucléaire apporte au bilan global. Nous aborderons ensuite le projet Penly 3 proprement dit en explicitant les raisons qui nous amènent à le considérer comme un projet venant à point nommé, avantageux pour le pays et pour la région dieppoise.



**Société française d'énergie
nucléaire**

5, rue des Morillons
75015 PARIS
Tél : 01 53 58 32 10
Fax : 01 53 58 32 11
E-mail : sfen@sfen.fr
Internet : www.sfen.org

Les cahiers d'acteurs sont des contributions portant sur le projet soumis au débat public, écrites et argumentées, rédigées par des personnes morales. Au titre de l'équivalence, la CPDP les diffuse aux mêmes destinataires que les autres supports du débat. Leur contenu n'engage que leurs auteurs.

1 / L'électricité nucléaire : utile pour la planète

■ **La situation énergétique de la planète est préoccupante.** Si nous voulons laisser une Terre à peu près vivable à nos enfants il faut surmonter deux difficultés majeures : l'épuisement des réserves de pétrole et de gaz à échéance de quelques dizaines d'années ; la menace du dérèglement climatique essentiellement provoqué par les activités de production d'énergie à base de combustibles fossiles : charbon, pétrole et gaz. Les actions à mener sur ce double front sont guidées par un impératif fondamental : restreindre notre recours à ces combustibles fossiles qui fournissent aujourd'hui 85 % de la consommation mondiale d'énergie... et déversent dans l'atmosphère d'énormes quantités de CO₂ (près de 30 milliards de tonnes chaque année – cf. § 4), principal gaz responsable de l'effet de serre.

■ **Ce défi à relever doit prendre en compte un paramètre humain fondamental** : sur les 6,5 milliards d'habitants que compte notre planète, on estime que 4,5 milliards vivent dans l'inconfort ou la précarité énergétique. Parmi eux, 1,5 milliard n'ont pas encore accès à l'électricité ! Vers le milieu du siècle, nous serons environ 9 milliards, cette progression démographique se produisant essentiellement dans les pays défavorisés. Cela signifie que même si les pays industrialisés – qui abritent au total environ 1 milliard d'habitants – parviennent à économiser l'énergie dans de très fortes proportions (par exemple division de moitié de leur consommation, hypothèse plus qu'optimiste !...) la demande énergétique mondiale va connaître

de toute façon une augmentation importante dans les prochaines décennies – comme l'indiquent les grands organismes internationaux dont les études prospectives font référence en matière de consommation d'énergie : Agence internationale de l'énergie (AIE), Conseil mondial de l'Énergie.

■ **La question qui se pose, et qui est véritablement le nœud du problème énergétique et climatique mondial, est alors la suivante** : comment satisfaire cette demande et produire des quantités de plus en plus massives d'énergie alors qu'il va falloir dans le même temps freiner le recours à notre source d'énergie principale (les combustibles fossiles) ? La solution est d'encourager le développement des énergies non émettrices de gaz à effet de serre, énergies renouvelables et énergie nucléaire.

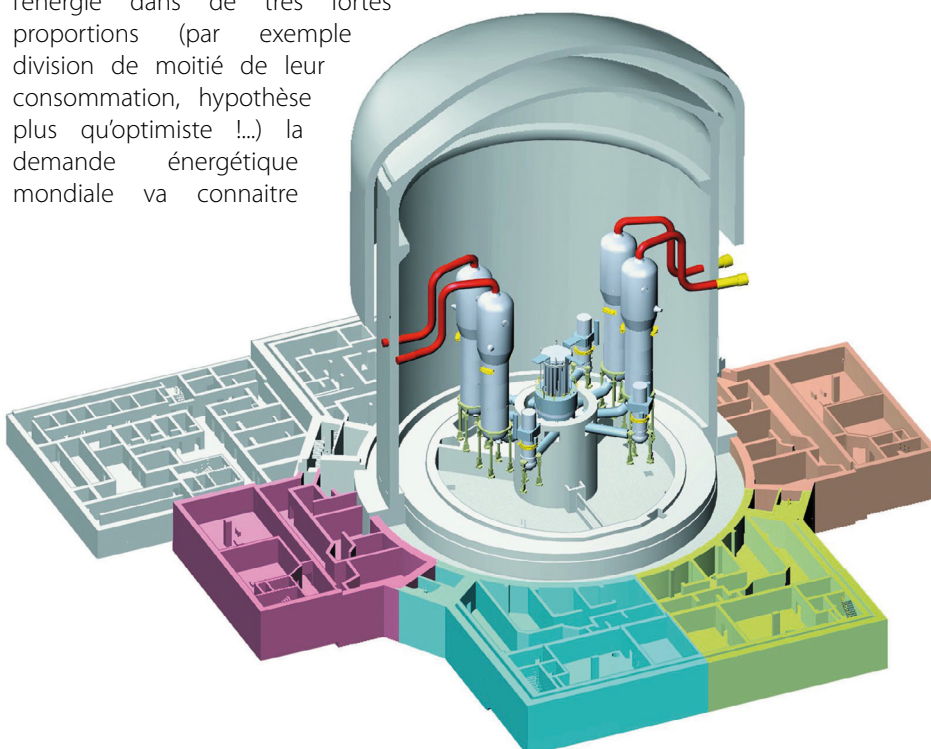
■ **Le processus est engagé, se traduisant au niveau mondial par le spectaculaire "décollage" des énergies renouvelables, notamment éolienne et solaire.** Aux côtés de l'hydraulique, celles-ci apporteront au bilan global une contribution précieuse mais limitée en raison de leur caractère dilué et intermittent. Cela signifie que l'addition "*économies d'énergies + énergies renouvelables*" que certains présentent comme LA solution miracle est loin de pouvoir régler la question. Les

perspectives se modifient dans un sens beaucoup plus positif lorsqu'on ajoute le nucléaire à cette addition. C'est ce qu'indiquent les scénarios "World Energy Outlook" de l'AIE qui montrent que c'est dans les hypothèses où le nucléaire est le plus largement développé que le réchauffement climatique est le mieux maîtrisé (grâce à une plus grande décarbonisation de l'énergie produite).

Le nucléaire est en effet capable de produire en continu, "à la demande", des quantités massives d'électricité sans ajouter à l'effet de serre (voir §4). Il répond donc très directement aux deux grands problèmes formant le nœud de la crise énergétique et climatique mondiale. Sa contribution pour surmonter cette crise sera déterminante. C'est ce que montrent les scénarios des grands organismes énergétiques tels l'AIE ; et c'est ce qui explique le regain d'intérêt qu'il suscite depuis plusieurs années partout dans le monde¹.

■ **Le nucléaire est aujourd'hui la 4^{ème} source d'électricité dans le monde** (pratiquement au même niveau que l'hydraulique (source : AIE)). **C'est la première source d'électricité en Europe** (près du tiers du courant produit) **et en France** (environ 80 %). Tout indique qu'il connaîtra une expansion importante dans la prochaine période donnant lieu à des applications de plus en plus diversifiées requises par les exigences du développement durable : dessalement de l'eau de mer, alimentation des véhicules électriques, production d'hydrogène pour le fonctionnement des piles à combustible, fabrication de chaleur industrielle... Dans ce contexte, Penly 3 illustre la volonté de la France de maintenir l'option nucléaire ouverte pour répondre aux grands objectifs de la politique nationale de l'énergie – qui sont aussi ceux de l'Union européenne (cf. document de la Commission européenne "L'Europe en mouvement") : renforcer notre indépendance en développant nos propres moyens de production électrique ; diminuer nos émissions de gaz à effet de serre ; fabriquer une électricité bon marché et à des coûts stables sur le long terme. Nous accueillons favorablement le projet Penly 3 car il s'inscrit dans le droit fil de ces grands objectifs.

¹ Voir sur cette question le livre récemment paru de Francis Sorin : "Le nucléaire et la planète, dix clés pour comprendre" Ed. Grancher – chapitres 1, 2 et 3.



2 / Penly 3 : une anticipation intelligente pour faire face à nos besoins futurs en électricité

Si la décision de construire Penly 3 est confirmée, le réacteur fournira ses premiers kilowattheures en 2017/2018. Quel sera à cette époque et dans les années suivantes le niveau de nos besoins en électricité ? Les hypothèses élaborées par les pouvoirs publics et par le Réseau de transport de l'électricité (RTE) prennent en compte une orientation majeure actée dans le Grenelle de l'environnement : une politique très volontariste pour économiser l'énergie et améliorer l'efficacité énergétique. Si cette politique porte pleinement ses fruits, la demande d'électricité ne devrait augmenter que très modérément durant les années 2010 (alors que la consommation énergétique totale est vue en sensible diminution durant la même période).

■ **Le ministère de l'Environnement (MEEDDM) et RTE envisagent au total plusieurs scénarios** qui prévoient des niveaux de demande en 2020 s'échelonnant de 495 à 600 térawattheures (contre 478 aujourd'hui). Ces écarts traduisent les incertitudes à propos de l'évolution des paramètres agissant sur la demande d'électricité.

■ **La demande d'électricité va dépendre de nombreux facteurs, principalement de l'activité économique globale, de l'évolution démographique et des résultats, imprévisibles, de la politique de maîtrise de l'énergie.** Certains facteurs joueront à la baisse, comme par exemple la pénétration des ampoules à basse consommation ou le remplacement de l'usine Eurodif par une installation beaucoup moins énergivore (une telle installation, fondée sur une autre technique de séparation isotopique, réclame une puissance installée de quelques dizaines de mégawatts quand, à production égale, Eurodif en appelle plusieurs centaines). D'autres éléments agiront à la hausse, comme le développement des pompes à chaleur, la pénétration des véhicules électriques et des tramways, l'augmentation du fret ferroviaire... Au total les incertitudes sont telles qu'une prévision exacte à 10 ans est pratiquement impossible.

■ **C'est dans ce contexte que la Programmation pluriannuelle des investissements (PPI) s'emploie à indiquer les nouveaux moyens de production**

d'électricité qu'il serait souhaitable de mettre en place d'ici à 2020. Elaborée en 2009 par les pouvoirs publics en concertation avec les acteurs de l'énergie et certaines associations, la PPI fait le pari d'une progression maîtrisée de la demande d'électricité et affiche une priorité : le développement soutenu des énergies renouvelables (ENR) : éolien en premier lieu : on table sur 25 000 MW installés en 2020, ce qui va nécessiter la construction de quelque 8 000 éoliennes supplémentaires fournissant près de 40 TWh ; solaire photovoltaïque (5400 MW) ; hydraulique et biomasse (respectivement 2 300 et 3 000 MW). La PPI prévoit également la construction de plusieurs unités à combustibles fossiles, essentiellement pour remplacer les centrales à charbon les plus anciennes. Est également prévue la construction de Penly 3 qui, avec ses 1 650 MW de puissance installée est appelé à fournir 13 TWh/an.

■ **Compte tenu de ces perspectives, l'apport de 13 TWh attendu de Penly 3 nous paraît tout à fait opportun. Et cela pour deux raisons :**

→ Il n'est nullement acquis que la politique extrêmement ambitieuse d'économie d'énergie et de maîtrise de la demande d'électricité - qui nourrit les prévisions de consommation - atteigne pleinement ses objectifs. Or, il faut savoir que si ces objectifs n'étaient que partiellement atteints, la demande pourrait s'accroître de plusieurs dizaines de TWh/an par rapport aux prévisions ! De même, par exemple, un développement plus rapide de la voiture électrique et du fret ferroviaire pourrait se traduire par une demande supplémentaire d'une dizaine de TWh vers 2020 et au-delà.

→ Il n'est pas certain que la construction des nouveaux moyens de production basés sur les énergies renouvelables s'effectue au rythme - très optimiste - prévu. On peut douter, notamment, que les 20 000 MW d'éolien à construire le soient dans les délais, compte tenu principalement, des réticences, voire de l'hostilité, que suscite auprès des populations locales l'implantation des éoliennes. Or, en supposant que manquent à l'appel, à l'horizon 2020 ne serait-ce que 5 000 MW d'éolien,

c'est d'environ 10 TWh que l'offre d'énergie se verrait amputée.

■ **Face à ces incertitudes, la démarche raisonnable est de se préparer à d'éventuels déséquilibres entre l'offre et la demande d'électricité et de se donner les moyens d'y parer.** Penly 3 apparaît pour cela comme un outil particulièrement bien adapté, avec les 13 TWh annuels qu'il pourrait fournir au réseau. Cette puissance nous paraît être un bon compromis entre la nécessité de sécuriser notre approvisionnement électrique national (dans le cas où l'offre aurait du mal à se hisser à la hauteur de la demande) et le souci d'ajuster notre capacité de production au niveau de la consommation intérieure française et aux possibilités d'exportation vers le réseau européen (dans le cas où l'offre tendrait à être excédentaire par rapport à la demande).

■ **On peut dire ainsi que Penly 3 apparaît comme le moyen de gérer le mieux possible les incertitudes de la demande.** Certains disent qu'il apportera une électricité surabondante et donc inutile. Nous ne partageons pas ce point de vue... d'autant que ce sont les mêmes qui déplorent que le nucléaire ne puisse pas être mobilisé sur le champ pour répondre aux "pics de consommation" survenant en hiver, ce qui oblige le pays à importer du courant. Précisons-leur que l'ampleur de ces "pics" sera d'autant moins importante que le niveau de production en base de notre parc électrique sera plus élevé. Penly 3 contribuera à cette augmentation de puissance et jouera son rôle lors des pointes hivernales, ce que ne pourront pas faire -rappelons-le-les 20 000 MW programmés de puissance éolienne... qui ne produiront qu'au gré du vent...

(Notons au passage que les opposants au projet ne parlent d'électricité "surabondante" qu'à propos de Penly 3 et de ses 1 650 MW de puissance installée... et jamais à propos des ENR et de leurs quelque 35 000 MW programmés !...)

■ **En admettant que les capacités de notre parc électrique soient vraiment excédentaires à l'échéance 2020 (ce qui paraît peu probable) nous pourrions vendre davantage de courant à nos voisins,** ce qui nous apparaît comme une perspective tout à fait positive.



Mieux vaut être en mesure d'exporter de l'électricité que d'être contraint d'en importer. Les exportations nous mettent en situation de fixer les prix ; elles soutiennent des emplois à l'intérieur de nos frontières, confortent notre balance commerciale et permettent de diminuer les rejets de CO₂ au niveau européen (on peut estimer que pour un total annuel de 70 TWh exportés les rejets de CO₂ évités se montent à environ 55 millions de tonnes par rapport à une production d'électricité au charbon). Penly 3 pourrait éventuellement jouer en ce sens. Il nous éloigne en tout cas de l'autre terme de l'alternative : acheter du courant à l'extérieur avec tous les inconvénients que cela comporte : prix imposés et électricité plus chère, pas d'emplois soutenus à l'interne ; aggravation de la situation de la balance commerciale ; rejets de CO₂ augmentés.

■ Pourrait-on se passer de Penly 3 et trouver une solution de remplacement ? L'hypothèse est bien sûr à discuter,

tout comme on peut s'interroger sur la nécessité de réactiver beaucoup d'installations "fossiles" ou d'implanter un aussi grand nombre d'éoliennes. Pour notre part renoncer à Penly 3 serait une grave erreur et nous jugeons irréalistes ou dommageables les alternatives éventuelles :

- Economiser encore davantage l'électricité ? Il paraît déjà difficile d'atteindre les objectifs prévus.
- Développer davantage les énergies renouvelables ? Le rythme fixé apparaît déjà très ambitieux.
- Développer davantage les énergies fossiles ? Ce serait augmenter les rejets de CO₂.
- Importer davantage d'électricité ? Cela coûterait cher et augmenterait une situation de dépendance que la France s'est employée à réduire au plus faible niveau possible.

■ **De toute façon – et à moins que la France ne décide de sortir du nucléaire – Penly 3 devrait être construit.** En effet

à partir de l'année 2017, nos centrales nucléaires les plus anciennes atteindront leur limite d'âge théorique de 40 ans. EDF table sur une prolongation possible de cette durée de vie, et cela à juste raison, à notre sens... mais la décision ne lui revient pas : elle appartient à l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) qui se prononcera au cas par cas sur la prolongation ou l'arrêt de chaque réacteur atteignant 40 ans. Il faut donc se préparer à des mises hors service de certains réacteurs (même si elles apparaissent peu probables). Pour contribuer à combler les déficits de production en résultant, l'apport de Penly 3 sera précieux, dès les années 2020, 2030 et au-delà.

Cela veut dire que dans tous les cas le projet Penly 3 sera utile, dans l'immédiat et à plus long terme. Il nous apparaît comme une anticipation intelligente pour gérer au mieux les incertitudes liées à notre approvisionnement futur en électricité.

3 / Penly 3 au top niveau de la technologie nucléaire mondiale

Nous sommes favorables à la construction de Penly 3 parce que, outre les considérations précédentes, on peut estimer que c'est un très bon modèle de réacteur, bien conçu et additionnant les innovations intelligentes et astucieuses. Nous rapportons là le "verdict" des 380 professionnels du secteur nucléaire international réunis les 1^{er} et 2 décembre 2004 à Paris, à l'initiative de la SFEN, pour un "examen" libre et approfondi de l'EPR. Dans ces milieux, l'idée prédomine selon laquelle l'EPR est le modèle de réacteur

nucléaire le plus avancé aujourd'hui disponible sur le marché mondial. Fruit d'une étroite coopération franco-allemande, il combine le meilleur des deux technologies, au demeurant très voisines, et leur apporte de substantielles améliorations. (Pour des analyses plus complètes, nous renvoyons au dossier du débat et au site de la SFEN : www.sfen.org).

■ **Quelques « plus » de l'EPR :**

Maintenance simplifiée permettant une meilleure disponibilité pour un fonc-

tionnement appelé à dépasser 90 % du temps selon ses concepteurs.

Par rapport aux réacteurs actuels :

- Moindre consommation d'uranium à quantité égale d'électricité produite, donc économie des ressources naturelles et moindre production de déchets.
- Durée de vie portée à 60 ans.
- Coût compétitif du courant produit.
- Sûreté encore renforcée.

suite en page 5



différentes énergies (adoptée le 1^{er} juillet 2003 - cf. www.academie-medecine.fr) et qui établit que la filière nucléaire est celle qui a "le plus faible impact sur la santé par kilowattheure produit"... Un constat bien peu connu du public et des médias ...

■ Impact environnemental limité

L'impact environnemental de Penly 3 sera limité, tout comme celui des deux autres réacteurs présents sur le site. Le fait que ce nouveau réacteur soit implanté sur un site déjà équipé et utilisé est d'ailleurs un élément positif qui devrait faciliter la menée à bien du projet et favoriser son insertion aussi bien environnementale qu'industrielle et sociétale. Aucune enquête, depuis des dizaines d'années, ne permet d'identifier des conséquences dommageables pour la santé des populations ou pour les milieux naturels dues aux centrales nucléaires. Celles-ci permettent au contraire d'éviter les pollutions par le CO₂ (cf. § suivant), le dioxyde de soufre, l'oxyde d'azote, les poussières dues aux énergies fossiles. Quant aux déchets, plus de 90 % font l'objet d'un stockage définitif dans de bonnes conditions de sûreté. Ils ne polluent pratiquement pas l'environnement. Pour les plus radioactifs, les techniques sont disponibles afin de les isoler de la biosphère jusqu'à ce que leur radioactivité soit redescendue à un niveau négligeable. La mise en service d'un centre de stockage est prévue pour 2025 (comme le prévoit la loi de juin 2006). Solidifiés et confinés pour le long terme, ils ne menacent en rien "la santé des générations futures", comme on l'entend dire parfois de façon bien caricaturale.

Suite de la page 4

■ La sûreté de l'EPR repose sur une expérience de 40 ans sans accident pour les secteurs nucléaires allemand et français.

Contrairement à ce que proclament ses opposants, l'EPR a des dispositifs de sûreté encore renforcés par rapport aux réacteurs actuels – qui ont eux-mêmes fait largement la preuve de leur haut niveau de sûreté. La probabilité d'un accident est encore plus infime sur un EPR. Au cas où un accident se produirait malgré tout, les systèmes de sauvegarde et l'architecture du réacteur sont conçus pour que les éventuelles conséquences hors du site restent très limitées.

Quant aux prétendues "révélations" sur des échanges de documents entre les exploitants et les autorités de sûreté à propos d'accidents possibles, elles relèvent davantage de la polémique militante que de l'analyse technique du dossier. Ces documents ne signifient

pas que les événements décrits vont inéluctablement se produire, comme certains voudraient le laisser croire. Ils participent simplement de la démarche normale de sûreté qui consiste à envisager tous les accidents possibles, et d'abord les plus hypothétiques et les plus pénalisants, afin de concevoir les sauvegardes à mettre en place pour y parer. C'est à travers ces dialogues permanents, parfois vifs, entre concepteurs, exploitants et autorités de sûreté que s'élabore, depuis des décennies, la sûreté nucléaire. Soulignons que la conception globale de la sûreté de l'EPR a été approuvée par l'Autorité de sûreté à la faveur d'un double examen en 2004 et 2007. Les échanges et rapports continueront sur des points spécifiques et Penly 3 ne sera autorisé à démarrer que si l'ASN donne son feu vert final.

Rappelons aussi, sur ce sujet, l'étude - qui fait référence - de l'Académie de médecine sur les risques comparés des

4 / L'outil le plus efficace pour éviter les rejets de CO₂

■ De tous les grands équipements électrogènes européens, Penly 3 sera celui qui permettra d'éviter le maximum de rejets de CO₂ - de l'ordre de 6 à 11 millions de tonnes chaque année (par rapport à une production avec du gaz ou du charbon) ! Il partagera ce "bon point" écologique avec les deux autres EPR en construction en Finlande et en France (Flamanville 3). Nous approuvons la construction de Penly 3 parce qu'il sera pour la France

et l'Europe un outil efficace dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Actuellement, au niveau mondial, le nucléaire permet d'éviter chaque année le rejet d'un peu plus de 2 milliards de tonnes de CO₂. Pour maîtriser le réchauffement climatique, il faudrait que les rejets mondiaux, qui atteignent environ 28 milliards de tonnes, soient pratiquement réduits de moitié à l'horizon 2030. Le potentiel d'un

nucléaire raisonnablement développé (doublement ou triplement de sa puissance installée) pourrait être de l'ordre de 4 à 6 milliards de tonnes de rejets évités (comme le souligne F. Sorin dans le livre précédemment cité¹...

suite en page 6

¹ Voir sur cette question le livre récemment paru de Francis Sorin : "Le nucléaire et la planète, dix clés pour comprendre" Ed. Grancher – chapitres 1, 2 et 3.

Ce n'est pas toute la solution mais ce serait un pas considérable sur le chemin y conduisant! Quant aux rejets de CO₂ tout au long du cycle nucléaire, en amont et en aval du réacteur (analyses "cycle de vie") ils sont minimes (environ 8 grammes par kWh – source Union pour la coordination du transport de l'électricité, bases de données Ecoinvent, Dones et al.2004a et 2004b) à peu près du même ordre que les rejets de l'hydraulique (5 g) ou de l'éolien terrestre (11 g) et bien inférieurs

à ceux du solaire photovoltaïque (60 g). Ces rejets ne modifient pratiquement pas le bilan global d'économies de CO₂ que le nucléaire permet chaque année au regard des émissions pléthoriques dûes au charbon, au pétrole et au gaz.

■ **Grâce au nucléaire, la France est devenue, avec la Suède, un des pays industrialisés les moins pollueurs en CO₂.** Ses émissions par habitant sont inférieures de près de moitié à ce qu'elles sont en Allemagne ou au Danemark. Si tous les pays développés

suivaient l'exemple français ou suédois, le risque du dérèglement climatique serait fortement diminué. En attendant, nous approuvons le projet Penly 3 pour une raison simple : l'intensité du réchauffement climatique sera proportionnelle aux quantités de CO₂ – et autres gaz à effet de serre – que nous aurons économisées ou rejetées : dès lors, toute mise en service d'installation à base d'énergie non carbonée, toute mise en service de nouveau réacteur nucléaire est une avancée dans la bonne direction.

5 / Un avantage stratégique et économique préservé

■ **Alors que se dessine pour le monde un avenir énergétique préoccupant, la France dispose avec son programme nucléaire d'un atout majeur :** elle est devenue capable de produire l'essentiel de son électricité par ses propres moyens, sans dépendre des marchés extérieurs. Notre pays est ainsi à l'abri, dans ce secteur stratégique, des crises, des ruptures d'approvisionnement, des "chocs de prix" risquant d'affecter dans les années à venir les marchés internationaux de l'énergie. L'intérêt de la France – qui ne dispose dans son sous-sol d'aucune matière première énergétique mais qui possède des stocks et des réserves acquises d'uranium sur son territoire et à l'étranger (Areva est devenu le premier producteur mondial d'uranium en 2009, avec des droits acquis sur des gisements totalisant près de 500 000 tonnes d'uranium) – est de préserver cette situation. C'est à quoi contribue directement le projet Penly 3 et c'est une des raisons pour lesquelles nous l'approuvons.

■ **La part du nucléaire dans le bilan électrique national pourra certes diminuer à mesure que se développeront les énergies renouvelables.** C'est ce qui est prévu dans la PPI. Mais les "renouvelables" ne pourront apporter qu'une contribution minoritaire à notre production d'électricité. Le nucléaire devra, à notre sens, demeurer le pilier essentiel de cette production. Penly 3 s'inscrit dans cette démarche. Outre un dynamisme soutenu apporté à l'économie de la région dieppoise, il contribuera au plan national à conforter les avantages liés à

notre industrie nucléaire et notamment, en matière économique :

- Production d'une électricité bon marché dont le consommateur français (ménage ou entreprise) bénéficie directement, vendue à des tarifs inférieurs de 30 % à la moyenne des tarifs européens. Et coût de production du kWh stable sur le long terme (incluant l'ensemble des dépenses, et notamment les coûts de la recherche, du traitement et stockage des déchets et du démantèlement des installations).
- Exportations d'équipements et services nucléaires pour 5 à 6 milliards d'euros chaque année, représentant un des postes bénéficiaires les plus importants de notre balance commerciale et soutenant à l'intérieur de nos frontières plusieurs milliers d'emplois (correspondant à ce chiffre d'affaires annuel).

D'un point de vue stratégique, économique, social, environnemental, la France a tout intérêt à maintenir au top niveau mondial sa position dans le nucléaire, un des rares secteurs de haute technologie où elle fait la course en tête. Le projet Penly 3 est un élément important de cette démarche.

La SFEN, association scientifique sans but lucratif, créée en 1973, a pour objet de favoriser le progrès des sciences et des technologies nucléaires. Elle a acquis dans ce domaine une expertise reconnue. Sur les questions liées à l'implantation d'un nouveau réacteur – qui relèvent de notre champ de compétence – nous estimons avoir vocation à nous exprimer. Nous le faisons dans le respect de tous les points de vue, avec la volonté de favoriser des dialogues constructifs et d'apporter une contribution positive au débat.

BIBLIOGRAPHIE

Les lecteurs trouveront d'intéressants éléments d'information et d'analyse dans les ouvrages et documents suivants :

- Les rapports de l'OPECST, Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques
- Les rapports du HCTISN, Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire

LIVRES :

- Le nucléaire et la planète, dix clés pour comprendre, F.Sorin, Grancher - 2009
- La troisième révolution énergétique, A. Lauvergeon et M.H. Jamard, Plon - 2008
- Énergie nucléaire, comprendre l'avenir, B.Barré et P.R. Bauquis, Hirlé, - 2007
- L'énergie en 21 questions, P. Bacher, Odile Jacob - 2007
- L'énergie en 2050, B. Wiesenfeld, EDP Sciences, - 2005
- L'économie de l'énergie nucléaire, E. Bertel et G. Naudet, EDP Sciences, INSTN - 2004
- Nucléaire : les chemins de l'uranium, P.Morvan, avec M.Jorda et F.Sorin, Ellipses - 2004

Voir aussi : La revue générale nucléaire (tous les 2 mois), éditée par la Société française d'énergie nucléaire (SFEN), et le site internet de la SFEN : www.sfen.org